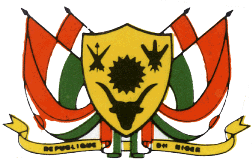
**REPUBLIQUE DU NIGER**



**Fraternité - Travail - Progrès**

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**----------------**

**RAPPORT DE L’ATELIER INTERNATIONAL D’ECHANGES SUR L’ADAPTATION POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA RESILIENCE**

**Niamey, Niger**

**2 - 5 mars 2015**



Canwordmark_colour

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CONSEIL NATIONAL DE L’ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE** | **FONDS POUR L’ENVIRONNEMENT MONDIAL** | **Programme des nations unies pour le développement** | **La Facilité d'adaptation au changement climatique (FACC)** |
|  |  |  |  |

**Table des matières**

[Introduction de l’atelier 8](#_Toc416464218)

[I. Contexte 8](#_Toc416464219)

[II. Objectifs 8](#_Toc416464220)

[III. Structure 9](#_Toc416464221)

[IV. Pays participants (une liste complète des participants est disponible en Annexe II) 10](#_Toc416464222)

[Session 1: Mise en scène – Introduction, Objectifs et Structure 11](#_Toc416464223)

[Discours d’ouverture: 11](#_Toc416464224)

[Introductions : 12](#_Toc416464225)

[Session 2: Technologies novatrices et approches de gestion des risques climatiques dans le secteur agricoles et amélioration de la résilience 14](#_Toc416464226)

[Expériences régionales et sous régionales: 14](#_Toc416464227)

[Thème B: Innovations dans les technologies et approches de gestion des sols, de l'énergie et des cultures 18](#_Toc416464231)

[Les expériences des pays 18](#_Toc416464232)

[Points clés de la discussion: 18](#_Toc416464239)

[Plénière: Rapport des groupes de travail 19](#_Toc416464243)

[• Résumé du rapport sur le Thème B: Approche de gestion intégrée 20](#_Toc416464250)

[2e jour : mardi 3 mars 2015 21](#_Toc416464255)

[Session 3 : Cadre favorable à la gestion des risques climatiques dans le secteur agricoles: Politique, institution et finance 21](#_Toc416464256)

[Thème A : Politique et institution : Meilleure intégration des politiques agricoles, de sécurité alimentaire et de changement climatique et coordination de leur mise en œuvre aux niveaux national, sectoriel et régional 21](#_Toc416464257)

[Exemple dans les pays aux niveaux national et sectoriel : 21](#_Toc416464258)

[Points clés de la discussion : 22](#_Toc416464259)

[Exemples dans les pays au niveau régional (gouvernement local et communauté) 22](#_Toc416464260)

[Points clés de la discussion : 24](#_Toc416464261)

[Expériences des pays : 25](#_Toc416464262)

[Thème C : Sensibilisation et plaidoyer 25](#_Toc416464263)

[Expériences des pays : 25](#_Toc416464264)

[Points clés de la discussion : 26](#_Toc416464265)

[Formation : Communication et Réseaux Sociaux 28](#_Toc416464266)

[Ressources et formation en communication – Camille Maitre, Spécialiste en communication, PNUD 28](#_Toc416464268)

[Site d'horticulture : Communauté de Gormi, Gaba Goura, Municipalité de Niamey I 29](#_Toc416464269)

[Site d'horticulture : Communauté de Kondbiah, Municipalité de Niamey I 29](#_Toc416464270)

[Village de Soudour, Municipalité de Niamey I 30](#_Toc416464271)

[Session 4 : Examen approfondi des approches innovantes 30](#_Toc416464272)

[Jour 4: jeudi 5 mars 2015 33](#_Toc416464273)

[Session 5: Approches sensibles au Genre 33](#_Toc416464274)

[Table ronde sur l’application des méthodes sensibles au Genre 33](#_Toc416464275)

[Session 8: évaluation des impacts: Partager les expériences en suivi des progrès réalisés dans le cadre de l’adaptation au climat et évaluer leurs impacts sur le développement 39](#_Toc416464277)

[Séance de travail pratique: Compte rendu des équipes sur comment améliorer le plan d’évaluation des impacts 41](#_Toc416464278)

**Acronymes**

PAA: Programme d'Adaptation en Afrique

*ACA: Le projet d’adaptation au changement climatique et pour la sécurité alimentaire en Afrique*

ACMAD: Centre Africain de Météorologie Appliquée pour le Développement

FACC : Facilité pour l’adaptation au changement climatique

CGIAR: Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

CNEDD: Conseil national de l'environnement pour le développement durable

CONEDD: Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable

CdP: Conférence des Parties

IIED: Institut international pour l'environnement et le développement

PAN: Plan national d'adaptation

PANA: Programme d'Action National d'Adaptation

PNIC: Plan national d'investissement climatique

SMN: Service météorologique national

PCCM: Politique du Changement Climatique du Maroc

RTE: Radio de l'éducation et de la technologie

TAMD: Suivi de l'adaptation et mesure du développement (Tracking Adaptation and measuring Development)

TdC: la théorie du changement

FdF: Formation des formateurs

FENU: Fonds d'équipement des Nations unies

CCNUCC: Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

CGBV: Comités de gestion des bassins versants

OMM: Organisation météorologique mondiale

# Introduction de l’atelier

## I. Contexte

Pour lutter contre les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire, deux initiatives importantes ont été lancées en 2013 : La Facilité pour l’Adaptation aux Changements Climatiques Canada-UNDP et le projet régional «Adaptation aux Changements Climatiques pour la Sécurité Alimentaire en Afrique».

La **Facilité pour l’Adaptation aux Changements Climatiques Canada-UNDP (FACC)** comprend six projets nationaux pour la mise à échelle ou l’extension des projets précédemment soutenus par le Fonds pour les pays les moins avancés du Fonds pour l'environnement mondial (FPMA/FEM). Les projets FACC sont mis en œuvre au Cambodge, Cap Vert, Haïti, Mali, Niger et Soudan. Ils ont tous pour but de renforcer l’approche de résilience dans la gestion de l'agriculture et de l'eau avec un accent sur les approches sensibles au Genre. En 2014, une composante globale de la FACC a été lancée. Les principaux résultats attendus sont la promotion de la coopération Sud-Sud et l'amélioration de la compréhension des initiatives d'adaptation, particulièrement en ce qui concerne sa dimension genre.

En se basant sur les résultats du Programme d'Adaptation en Afrique, PNUD, et avec le soutien financier du Gouvernement du Japon a lancé en juin 2013 le projet régional **« Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique pour la Sécurité Alimentaire» (ACA)**. Le projet vise à : 1) améliorer les systèmes d'information sur le climat pour une prise de décision éclairée et des approches de planification intégrées ; et 2) tester et porter à échelle les mesures de gestion des risques, y compris l'assurance basée sur les indices météorologiques, et les mesures d'adaptation à base communautaire tout en améliorant la capacité d'accès et de gestion de la finance climatique.

## II. Objectifs

Cet atelier international d'échange avait pour but de rassembler les équipes de projet engagées dans les initiatives FACC et ACA en vue de partager les expériences et de documenter les leçons essentielles et les succès émergents. Les objectifs comprennent plus spécifiquement:

1. La mise en place d'une communauté de praticiens entre les projets nationaux FACC et AAP en offrant aux équipes nationales l'opportunité de se rencontrer et à se connaitre pour le partage et l'apprentissage future
2. L’appui aux équipes de projet pour le partage d’expériences émanant de la mise en œuvre des projets, aussi bien les succès et que les défis qui peuvent être utiles pour les autres équipes
3. La documentation des leçons concrètes apprises, des résultats et des succès à travers des supports d’échange d’expérience bien définis.

Les sujets de discussion pour les échanges d’expérience et la consolidation des connaissances ont entre autres portés sur : les innovations à travers les produits et services d’information relatifs au climat ; les innovations dans les approches et technologies de gestion intégrée de l’eau, du sol, de l’énergie et des semences ; politiques et institutions – l’environnement favorable ; le partage des innovations – exemples spécifiques d’approche innovante ; approches sensibles au genre ; meure des impacts ; mise à l’échelle des actions à succès.

## III. Structure

Le séminaire était organisé autour de trois types de sessions, en plus d’une visite de terrain.

1) Echange thématiques : Partager les expériences diverses, les défis et les succès liés aux thématiques sélectionnées

a. Présentation informelle des projets sélectionnées pour le partage de leur ‘’Histoire’’ en lien avec à des thématiques spécifiques

b. Une série de questions en rapport avec ‘’l’Histoire’’ récemment ‘’racontée (qui, quoi, ou, pourquoi)

c. Interventions des autres pays par rapport à comment cela est relié à leur expérience ou pourrait être appliqué dans leur contexte.

2) Partage des innovations : Partager une approche innovante particulière à succès dans un pays

a. Présentation de l’équipe de projet, soulignant ce qui avait été fait, quel résultat avait été atteint, en quoi est ce que l’approche était innovante et quels étaient les principaux ingrédients de succès

b. Discussion à propos de la procédure pour atteindre ce résultat et comment est-ce qu’il peut être ajusté, appliqué dans d’autres contextes.

3) Formation et partage d’information : Sur la base des besoins identifiés par l’équipe de projet et RTAs, des sessions de formation spécifiques ont été organisées sur les outils de communications et l’évaluation de l’impact du projet.

En plus de ces sessions, une visite du site du projet a été organisée pour voir des exemples d’activités du projet FACC et rencontrer les bénéficiaires. Une session spécifique a été consacrée à la revue du site visité et à la discussion concernant ce qui a été observé et appris, ainsi que la comparaison des activités avec celles menées dans d’autres pays.

**IV. Produits de l’atelier**

En plus des interactions et échange d’expériences entre les pays, quelques expériences et leçons concrètes apprises à l’issue de la conférence seront traduit en produits de connaissance. Cela va inclure :

1) Les études de cas : Sur la base de ‘’l’histoire’’ partagée par les équipes de projet pendant les diverses sessions, les études de cas individuels seront développées pendant l’atelier sur les résultats spécifiques, les succès et les approches innovantes seront partagées.

2) Les analyses comparatives : Les pays vont documenter leurs expériences partagées ou opposées sur un sujet précis émergeant des écrits de l’atelier.

3) Interview et séances vidéos : Mettant à profit l’opportunité de participation de toutes les équipes de projet, différent représentants ont été interviewés sur les expériences du projet et les résultats.

4) Communiqué de presse et autre produits de communications : L’événement a fourni une précieuse opportunité pour la sensibilisation des projets FAAC et ACA à travers les medias, le site internet du PNUD et autres canaux.

## IV. Pays participants (une liste complète des participants est disponible en Annexe II)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | **Bénin** | 4 | **Cap Vert** | 7 | **Maroc** | 10 | **Soudan** |
| 2 | **Burkina Faso** | 5 | **Haïti** | 8 | **Mozambique** | 11 | **Tanzanie** |
| 3 | **Cambodge** | 6 | **Malawi** | 9 | **Niger** |  |  |

**Jour 1: lundi 2 mars 2015**

## Session 1: Mise en scène – Introduction, Objectifs et Structure

### Discours d’ouverture:

L'atelier a débuté par les déclarations de **Mme Martine Therer,** Représentante Résidente Adjointe du PNUD-Nigeret **Dr. Agali Abdoulkader,** Chef de Cabinet Adjoint du Premier Ministre et Secrétaire Général du Conseil national de l'environnement pour le développement durable (CNEDD) du Niger.

**Mme Therer** a d'abord remercié le Gouvernement du Niger d’avoir accueilli cet important atelier et a souhaité la bienvenue aux participants. Elle a souligné le lien entre les changements climatiques et la pauvreté, tout particulièrement dans le contexte du Niger fréquemment menacé par l'aridité et l'insécurité alimentaire. Elle a déclaré que la sécurité alimentaire et les OMDs ne seront atteints qu’en tenant dûment compte et en intégrant les changements climatiques dans les priorités nationales. Elle a ensuite souligné l’engagement du PNUD vis-à-vis du développement résilient aux changements climatiques et sa position comme partenaire de plus de 140 pays pour répondre à ce besoin. Elle a énoncé les actions du PNUD pour l’atteinte cet objectif, allant de la formulation des stratégies de communication sur les changements climatiques, le renforcement des capacités et l’adaptation du cadre légal et réglementaire, aux actions concrètes sur le terrain à travers les projets pilotes dans le domaine de l’adaptation aux changements climatiques et mettant l’accent sur la promotion des changements de comportement, la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur les changements climatiques et l’adoption de techniques résilientes aux changements climatiques. Elle a donné plusieurs exemples de projets d'adaptation aux changements climatiques mis en œuvre au Niger et pointé ACA et FACC comme de bons exemples d’approches intégrées d’adaptation aux changements climatiques, de renforcement de la résilience climatique et d’intégration de l'adaptation dans les politiques et stratégies de développement. Elle a souligné l'importance de cet atelier qui donne l'occasion aux participants de partager leurs expériences, conformément à l'objectif du PNUD de promouvoir la coopération Sud-Sud pour l’adaptation aux changements climatiques et aux efforts de la communauté internationale de développer une vision commune et d’atteindre un résultat ambitieux à la prochaine CdP de Paris. En fin, elle a exhorté les participants à s’engager dans des discussions ouvertes et constructives en vue d’examiner et documenter les expériences et leçons apprises et à générer et disséminer les nouvelles connaissances sur les risques climatiques et l’adaptation aux changements climatiques à long terme.

**Dr Abdoulkader** s’est dit privilégie de s’adresser à l’audience du jour en tant que Secrétaire général du Conseil national de l’environnement pour le développement durable (CNEDD) et Point Focal de la CCNUCC. Il a d’entrée élaboré sur les impacts des changements climatiques en Afrique connu comme le continent le plus vulnérable. Il a insisté sur la vulnérabilité du Niger liée aux fréquentes pénuries alimentaires. Il a rappelé que le Niger a signé et ratifié la CCNUCC afin de contribuer à l'effort mondial de protection de l'environnement. Tout en reconnaissant la nécessité d’une double approche pour lutter contre le changement climatique, il a souligné que le Niger met la priorité sur l'adaptation pour réduction de la pauvreté. Il a dit que le Niger est de ce fait reconnaissant de l’appui la communauté internationale pour élaborer un Programme d’action nationale pour l'adaptation (PANA) qui répond aux besoins immédiats et urgents en adaptation et un Plan national d'adaptation (NAP) qui répond aux besoins à moyen et long terme. Il a rappelé que le PANA est mis en œuvre à travers des projets, comme ceux de FACC et ACA qui visent à renforcer la résilience dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau, améliorer les systèmes d'information sur le changement climatique et à tester et mettre à échelle les mesures d'adaptation. Il a remercié ces deux initiatives pour l'organisation de cet atelier d’échange d’expériences et de bonnes pratiques dont il pense qu’il fournira aux pays participants de nouvelles et meilleures opportunités d'adaptation. Au nom du premier ministre, il a remercié tous les partenaires du Niger, en particulier le PNUD, le Japon et le Canada pour leur soutien continu pour lutter contre les changements climatiques au Niger. Il a exprimé sa conviction que cet atelier débouchera sur des recommandations concrètes qui se traduiront en actions concrètes des décideurs. Il a ensuite déclaré ouvert l'atelier global sur l'adaptation aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire.

### Introductions :

Plus d'information a été fournie sur le projet régional ACA et le projet global FACC.

**Seon-Mi Choi**, Conseillère régionale sur les changements climatiques pour le Centre régional du PNUD pour l'Afrique à Addis-Abeba, a présenté le projet régional ACA. Ce projet s’appuie sur le Programme d’Adaptation en Afrique (AAP), un grand projet régional que le PNUD a mis en œuvre de 2009 à 2012 dans 20 pays en Afrique avec un financement du gouvernement du Japon. L’AAP a obtenu des résultats significatifs en termes de renforcement des capacités à long terme dans les 20 pays participants. Le projet ACA actuel s’appuie sur le travail réalisé dans six pays AAP (Burkina Faso, Niger, Malawi, Maroc, Mozambique et Tanzanie). Il a deux axes prioritaires: 1) les données et les services d'information climatique pour la prise de décisions éclairées et intégrées et 2) des mesures innovantes de gestion des risques climatiques, y compris des indices d’assurance météorologique contre les intempéries climatiques. Le projet comporte également un volet régional qui vise à améliorer les services climatiques régionaux grâce à des partenariats avec les institutions régionales et sous régionales, telles que le Centre africain d’applications météorologique pour le développement (*ACMAD*) et le centre AGRHYMET.

**Jennifer Baumwoll**, Coordonnatrice du projet Canada-PNUD Facilité pour l’adaptation aux changements climatiques (FACC), a présenté la FACC. Le Facilité réunit six pays travaillant sur l'adaptation liés aux questions de sécurité alimentaire et de gestion de l'eau avec un fort accent sur l’aspect genre. En plus des six projets nationaux, il y a une composante globale qui vise à partager les expériences entre les pays. La FACC a trois composantes: (1) Une communauté de praticien - réunissant les pays pour échanger et partager leurs expériences autour des thèmes similaires et des nouvelles approches de leur mise en œuvre dans leur pays; (2) Des analyses et des produits du savoir - pour comprendre et partager les nouveaux enseignements appris lors de ces expériences; et (3) Sensibilisation et communication - pour partager les leçons apprises plus largement avec la communauté globale.

L'introduction des deux projets régionaux a été suivie par la présentation des équipes de projet, ainsi qu’un bref aperçu des objectifs de leur projet[[1]](#footnote-1).

## Session 2: Technologies novatrices et approches de gestion des risques climatiques dans le secteur agricoles et amélioration de la résilience

**Thème A: Innovations à travers les produits et services d'information climatique**

#### Expériences régionales et sous régionales:

#### • [Agriculture intelligente face au climat: Mesures visant à réduire la vulnérabilité du secteur agricole face au climat](https://undp.unteamworks.org/node/484430) - Patrice Savadogo, [World Agroforestry Centre](http://www.worldagroforestry.org/) & International Crop Research Institute for the Semi-Arid Tropics (ICRISAT), au nom de Robert Zougmore, Chef de programme régional CCAFS pour l'Afrique de l'Ouest.

Cette présentation a donné un aperçu des changements climatiques en Afrique de l'Ouest, notamment les aspects spécifiques de vulnérabilité et les défis, ainsi que des scénarios climatiques futurs, en mettant un accent sur les changements attendus de la période de croissance des cultures et la diminution de la productivité. Il a ensuite introduit le concept et l'application de l'agriculture intelligente face au climat (aussi bien au niveau des fermes que du *paysage agricole*). Cette présentation souligne la nécessité de repenser la façon de gérer l'agriculture afin d'accroître durablement la production sans compromettre les autres biens, tout en augmentant simultanément la résilience, en réduisant les émissions de GES et en atteignant la sécurité alimentaire.

* [***Mise en place de la thématique maproom au Centre régional Agrhymet***](https://undp.unteamworks.org/file/483028/download/526324) ***-***Henri Songoti & Oumar Boukari, Agrhymet

AGRHYMET, avec l'appui du projet ACA, améliore ses produits d'information climatique existants et développe de nouveaux outils en ligne tels que des cartes climatiques thématiques (Maproom) pour renforcer la sécurité alimentaire et la gestion des ressources en eau. Les cartes climatiques maproom visent à améliorer la disponibilité, l'accès et la diffusion des informations climatiques pour les États membres du CILSS et ceux de la CEDEAO, afin d'accroître la résilience aux changements climatiques. Les défis pour le développement des cartes climatiques maproom sont la faible connectivité à internet, le manque de données de terrain et la faible capacité des utilisateurs. Une démonstration a permis aux participants de voir comment analyser et produire des cartes thématiques dynamiques en utilisant l'outil Maproom. Agrhymet a également fourni un appui au renforcement des capacités dans d'autres pays en dehors de l'Afrique de l'Ouest, y compris Haïti, pour renforcer leurs capacités pour le suivi des campagnes agricoles.

* [***ACMAD: Du sauvetage des données aux services climatiques***](https://undp.unteamworks.org/node/485795) ***-*** *Kamga, Chef du Département climat et environnement, ACMAD*

Dans de nombreux pays en Afrique, il existe une demande pour l’extraction des données climatiques historiques qui sont actuellement sous des formats périssables (ex. papier) afin de fournir des informations et des services climatiques fiables. L’ACMAD dispose de microfiches pour 46 pays africains dont certaines datent de 1900. Dans le cadre du projet ACA, l’ACMAD s’efforce à convertir ces microfiches en images, les éditer dans une base structurée appelée CLIMSOFT qui gère les données et les images en même temps et traduit ces informations en exemples de services climatiques. À la fin de chaque mois, un résumé sur ‘’l’état du climat’’ est produit par le service météorologique en utilisant cette application. Par exemple, l'application a combiné des données climatiques actuelles et historiques pour démontrer que 2014 a connu la température la plus élevée de l’histoire de Afrique depuis 1950, et que les dix dernières années ont été les années les plus chaudes de l'histoire, apportant ainsi la preuve des changements climatiques en Afrique.

*Points clés de la discussion:*

* Agrhymet rassemble les États membres et fournit des ressources financières pour la collecte et le partage des données. Agrhymet ne fournit pas les données aux individus, mais seulement des informations sur les données (par exemple, si elles sont disponibles et pour quelle période). ACMAD a deux missions: produire l'information pour l'Afrique et développer des applications pour les différents secteurs socio-économiques. Agrhymet développe des applications au niveau de la CEDEAO. La synergie entre les deux institutions se trouve au niveau de l'application des données et informations climatiques pour une prise de décision éclairée en Afrique de l'Ouest.
* La stratégie de l'ACMAD est de former des personnes dans les pays pour le sauvetage des données puis de passer par le crowdsourcing pour recueillir des données en provenance des pays.À ce jour, seules les données de température et de précipitations maximales ont été numérisées. Il est important de valider les informations avant de les partager. Les données utilisées dans les cartes climatiques maproom sont validées au cours du processus.
* Les prévisions saisonnières sont également d’une importance capitale en particulier pour les agriculteurs. Elles sont disponibles dans les cartes climatiques maproom.
* Plusieurs pays ont répété qu’ils font face à des difficultés d'accès et de partage des données du fait de problèmes institutionnels.
* Les données CLIMSOFT de l'ACMAD comprennent deux types d'informations: les données synoptiques, disponibles au niveau international en vertu des conventions de l'OMM, et des données nationales, fournies aux utilisateurs par le centre météorologique national.

**Les expériences des pays:**

* [**Malawi: Le Centre climatique des agriculteurs de Mulanje**](https://undp.unteamworks.org/file/483029/download/526325) ***-*** *Suzgo Gondwe, Specialiste en environnement pour le district de Mulanje*

****

L'objectif du Centre climatique du district de Mulanje dans la région sud du Malawi est d'être un centre d'information pour le changement climatique, l'adaptation et la résilience pour les agriculteurs locaux dans le district. Grâce au projet ACA, le centre s’évertue à documenter les information et pratiques d'adaptation de ses différentes zones agricoles, par exemple les informations sur les cultures. Le centre a pour objectif de fournir aux agriculteurs des informations fiables, synthétisées qui ont été scientifiquement validées pour une prise de décision éclairée. Le centre va organiser des réunions de consultation avec les parties prenantes afin de les sensibiliser sur les changements climatiques, former le personnel et les agriculteurs et entreprendre des activités de démonstration et des journées portes ouvertes pour les visiteurs.

* [**Burkina Faso: Système d'information climatique pour l'agriculture, la planification multisectorielle et la prise de décision**](https://undp.unteamworks.org/file/483031/download/526327) ***-*** *Kouka Ouédraogo, Coordonnateur du projet TICAD V, Conseil national pour l'environnement et le développement durable*

Avec l'appui du projet ACA, le Burkina Faso utilise ses informations climatiques pour piloter un système d'assurance indicielle climatique dans la région du Sahel. Ce système est mis en place en deux étapes: (1) la sensibilisation sur le concept d'assurance indicielle climatique, ses avantages et son mode opératoire et (2) une étude de faisabilité sur une assurance indicielle climatiques (agriculture et/ou de bétail). Un partenariat a été établi avec Planet Guarantee et ses partenaires (ex. Oxfam, Ecobank, UCEC-Sahel et Allianz) et l'initiative a déjà reçu un fort soutien de toutes les parties prenantes, y compris du gouvernement local.

* [***Niger: Messages SMS pour le partage des prévisions météo***](https://undp.unteamworks.org/file/483032/download/526328)***rologique - Ousman Baoua, Météorologue, Service météorologique national (SMN).***

En se basant sur les travaux en cours dans le cadre du projet PANA qui a posé les fondements de l'envoi de données de précipitations en utilisant les SMS, un appui supplémentaire du Gouvernement du Canada permet de fournir de l'équipement et une formation aux paysans observateurs qui envoient les données pluviométriques au SMN par le biais du centre météorologique de l'agriculture. Les données reçues sont intégrées dans une base de données puis utilisées pour développer un certain nombre de produits disséminés auprès des agriculteurs. Le défi à relever au cours du projet NAPA était que les pauvres villageois observateurs bénévoles devaient payer des frais importants pour envoyer les SMS. Grâce au projet CCAF, le système a été amélioré notamment grâce à un partenariat avec une société de téléphonie mobile. Aujourd'hui, les agriculteurs peuvent envoyer des SMS météorologiques pour moins d'un centime. Ces données permettent de suivre les saisons agricoles et aident les agriculteurs dans leurs activités de production. Maintenant, le défi consiste à élaborer un cadre juridique pour réunir les principaux intervenants de cette initiative à savoir le gouvernement, le secteur privé, les fournisseurs d'information (NMS, CNEDD, etc.) et les utilisateurs.

#### [Niger: Installation d'un système d'information pour améliorer la gestion des données climatiques au CNEDD](https://undp.unteamworks.org/file/483030/download/526326) - Djibrilla Amadou, Expert SIG, projet ACA

#### Avec l'appui du projet ACA, le CNEDD a développé un système d'information géographique (SIG) national sur les changements climatiques qui comprend aussi des informations sur la biodiversité et la désertification. Le système opérationnel pour la gestion de l'information au CNEDD intègre à la fois la base de données au sein du CNEDD et les données de projets pilotes mis en œuvre par le gouvernement. Ce projet a jusqu'à présent fourni les éléments clés du système d'information, y compris les logiciels libres et agréés (ArcGIS et système de gestion de base de données PostgreSQL) et des équipements (serveur, le matériel de réseau informatique).

* [**Mozambique: Plateforme de données sur le climat**](https://undp.unteamworks.org/file/483027/download/526323) - Berino Francisco, Technicien, Autorité météorologique et climatologique nationale du Mozambique (INAM)

Dans le cadre du projet ACA, l’INAM a développé une plateforme de données climatiques qui renforce les bases de données existantes en intégrant de nouvelles données des stations climatiques. La plateforme fournit un certain nombre de produits climatiques pour soutenir la diffusion de l'information climatique dans le secteur agricole - des représentants du gouvernement aux agriculteurs locaux. Le projet développe également les compétences du personnel technique des gouvernements locaux, des comités et des stations radio sur la façon d'utiliser et interpréter l'information climatique.

***Points clés de la discussion:***

* La mise en œuvre de l'assurance indicielle climatique au Burkina Faso requiert d'abord l’établissement d’un **indice climatique** de manière participative avec les bénéficiaires directs et indirects.
* En ce qui concerne **la durabilité de la plateforme SMS du Niger**, une formation des observateurs locaux leur permettra de continuer cette activité après la fin du projet. Ces activités ont également été intégrées dans le budget des SMN.

### Thème B: Innovations dans les technologies et approches de gestion des sols, de l'énergie et des cultures

#### Les expériences des pays

#### • [Soudan : Pompes solaires pour la petite irrigation](https://undp.unteamworks.org/node/483082) – Adil Mohamed Ali, chef de projet, Projet d'adaptation financé par le Canada

#### Le projet CCAF au Soudan soutient l'introduction de pompes à eau solaires pour l’amélioration de l'irrigation à petite échelle. Le système de pompage est utilisé pour capter l'eau souterraine et la stocker dans des réservoirs d'eau afin qu’elle soit utilisée pour la consommation humaine (besoins du ménage), le bétail et l'irrigation. Les femmes sont les principales bénéficiaires de cette intervention. À ce jour, ce système a amélioré l’efficacité d'utilisation de l'eau et augmenté la productivité agricole de 20-60%. En outre, grâce au système d'énergie solaire, les écoles du village ont été électrifiées pour la première fois. Pour aller plus loin, le projet procédera à une analyse coût/bénéfice de l'utilisation de l'énergie solaire pour la production agricole pour promouvoir son extension dans d'autres États.

#### • [Haïti: Comités de gestion des bassins versants](https://undp.unteamworks.org/node/483081) - Jean Ked Neptune, Coordonnateur département du Sud, Ministère de l'Environnement, Haïti

#### Dans le cadre du projet CCAF, des comités de gestion des bassins versants (CGBV) ont été établis dans l'État du Sud en Haïti, pour gérer durablement les ressources naturelles dans les zones des bassins versants qui transcendent les frontières administratives. Le CGBV coordonne et surveille le processus de planification et de mise en œuvre d'un plan de gestion des bassins versants. Cette nouvelle approche fait face aux défis comme l'absence d'un cadre juridique qui limite les opérations de CGBV et les empêche de recevoir un soutien financier du gouvernement. La concurrence entre les autorités locales pour diriger les CGBV est aussi un défi. Néanmoins, les CGBV se sont avérés être une bonne approche pour mobiliser la population rurale dans les processus de prise de décision concernant la gestion de l'environnement. Il a également été remarqué que les CGBV gérés par des femmes ont produit des résultats plus tangibles.

#### • [Tanzanie: Gestion des ressources en eau villageoise](https://undp.unteamworks.org/node/483083) -Stephen Mariki, Chef de projet ACA, Bureau du vice-premier ministre, Tanzanie

#### Dans le cadre du PAA, les autorités locales ont été invitées à proposer des mesures de gestion de l'eau adaptées qui peuvent augmenter la disponibilité en eau pour la consommation humaine, le bétail et l'irrigation. Quatre projets pilotes ont été lancés dans l'île de Zanzibar, y compris: la construction d'un réservoir d'eau pour alimenter des villages en eau douce, le développement d'un canal d'eau qui sépare l'eau pour consommation humaine ou animale et l'introduction d'une pompe à eau pour déplacer l'eau d’un bassin vers une machine pour la production d'électricité.

#### Points clés de la discussion:

#### Un Comité de gestion de l'eau en Tanzanie se compose de onze membres élus et est présidé par un membre de la communauté assisté par le maire en tant que premier conseiller

#### Dans la zone du projet au Soudan, la communauté est prête à payer pour le service en eau. La communauté a créé une association pour l'eau et élaboré des lignes directrices légales pour l'utilisation de l'eau dans la communauté. En outre, les critères pour bénéficier du projet ont été définis en consultation avec la population dans sa phase préliminaire pour prévenir les conflits.

#### Au Cambodge, un bon plan budgétaire était essentiel pour le succès des interventions d'adaptation. En outre, un partenariat public-privé a été créé pour aider à maintenir des panneaux solaires des pompes.

#### Plénière: Rapport des groupes de travail

#### • [Résumé rapport sur le Thème A: Services d’Information Climatique](https://undp.unteamworks.org/node/485796)

#### Les utilisateurs des services climatiques comprennent: les communautés pour prendre des décisions éclairées par rapport à quand et quoi cultiver ; les ministères pour l'élaboration des politiques ; les donateurs pour allouer des financements et la société civile pour faire le plaidoyer.

#### Les fournisseurs de services d'information climatique sont: les institutions de recherche ; les services météorologiques ; et les communautés avec les connaissances traditionnelles sur les conditions météorologiques. Spécifiquement, il y a l'ACMAD, AGRHYMET au niveau régional et l'Observatoire du Sahel et du Sahara.

#### Quelques bons exemples de produits et services climatologiques sont: le Système d'alerte précoce au Soudan pour informer les agriculteurs de la période de culture; les outils de communication (TV, radio et brochure) en Tanzanie fournissant des prévisions saisonnières pour les agriculteurs et les éleveurs ; un Forum national des perspectives climatiques au Mozambique où les parties prenantes délibèrent sur les questions de changements climatiques; l’assurance indicielle climatique macro et micro pour les agriculteurs au Malawi ;et le Système d'alerte précoce en Haïti utilisée pour évaluer la vulnérabilité et la projection des besoins (pénuries / excédents).

#### Les défis communs comprennent: les formats ou le langage inappropriés des informations climatiques ; l’absence de normes sur la collecte de données entre les stations météorologiques ; l’absence de consensus sur les modalités opérationnelles d'assurance climatique ; l’absence de mandat, de rôles et de responsabilités clairs ; la disponibilité et l'accès aux données ; et la sensibilisation et le renforcement des capacités des utilisateurs.

#### Les bonnes pratiques incluent: la coordination et la collaboration dans la formulation et la mise en œuvre des politiques ; le développement et le respect des normes de données ; des prévisions saisonnières consensuelles telles que PRESAO ; la diffusion d'informations à travers les téléphones cellulaires, radios communautaires, télévisions, les prévisions et les bulletins d'alerte ; et l'entretien des équipements de collecte de données.

#### • [Résumé du rapport sur le Thème B: Approche de gestion intégrée](https://undp.unteamworks.org/node/483084)

#### Les bons exemples de gestion intégrée de l'eau, du sol, de l'énergie et des cultures sont: des comités de gestion de l'eau en Haïti pour la gestion intégrée des bassins versants et des ressources naturelles ; et l'établissement de plateforme pour assurer la durabilité des interventions au-delà de la durée de vie du projet.

#### Certains défis sont: les coûts élevés associés aux interventions dans le domaine de l’adaptation, tels que l'achat de panneaux solaires ; les difficultés liées à la maintenance et la surveillance ; et les taxes d'importation et les frais de douane.

#### Certains facteurs favorisant le succès sont: la création de comités de gestion ; l’appropriation des interventions du projet par la population et les bénéficiaires ; et les campagnes de sensibilisation.

#### Les bonnes pratiques pour porter à échelle un projet sont: la transparence et la responsabilisation ; la prise en compte du genre dans les activités du projet ; la définition de règles depuis le début et le partage d'expérience.

**Certaines contraintes** sont : la confiscation par les élites du processus de gestion et une mauvaise identification des bénéficiaires.

# 2e jour : mardi 3 mars 2015

## Session 3 : Cadre favorable à la gestion des risques climatiques dans le secteur agricoles: Politique, institution et finance

### Thème A : Politique et institution : Meilleure intégration des politiques agricoles, de sécurité alimentaire et de changement climatique et coordination de leur mise en œuvre aux niveaux national, sectoriel et régional

#### Exemple dans les pays aux niveaux national et sectoriel :

* [**Burkina Faso :** **Plan national d'adaptation (PNA)** -](https://undp.unteamworks.org/node/483054) Kouka Ouedraogo, Coordinateur de projets TICAD V, CONEED, Burkina Faso

Le Plan national d'adaptation du Burkina Faso (NAP) est un plan à moyen et long terme qui s'appuie sur les progrès réalisés dans le cadre des projets PANA mis en œuvre de 2009 à 2013. Il s’étend sur sept secteurs considérés comme étant les plus vulnérables au changement climatique. Il a été développé par une équipe pluridisciplinaire composée d'experts sectoriels, assistés par deux membres de la société civile et sous la coordination d'un Consultant principal. Le PNA a été validé le 17 février 2014 et sera bientôt envoyé au Conseil des ministres. Une campagne sera ensuite menée permettant de susciter l'appropriation et ciblera d'autres parties prenantes. La mobilisation d'un soutien politique, technique et financier sera essentielle dans la mise en œuvre du PAN, estimé à 8 milliards de dollars USD.

* [**Malawi :** **Plan national d'investissement pour les changements climatique**](https://undp.unteamworks.org/node/483062)**s** - *Sothini Nyirenda, PNUD Malawi*

Le Plan national d'investissement pour les changements climatiques (National climate investment plan, NCIP) est un guide en vue de guider les investissements relatifs aux changements climatiques au Malawi. Le NCPI a été développé pour garantir un apport suffisant en ressources pour soutenir les domaines prioritaires clés et une coordination adéquate et synchronisée. Il fournit un cadre pour le suivi, le reportage et la comptabilité des ressources allouées aux secteurs pour faire face aux changements climatiques, en fournissant des cibles et des stratégies prioritaires. Les quatre domaines thématiques du NCIP sont : adaptation ; atténuation ; recherche, développement et transfert des technologies ; et renforcement des capacités. La thématique sur l'adaptation porte sur la gestion intégrée des bassins versants, l'amélioration de la résilience des communautés aux changements climatiques à travers la production agricole, le développement des infrastructures résistantes aux effets du changement climatique et le renforcement de la gestion des risques de catastrophe. Le coût total du NCIP est de 954,5 millions de dollars pour six ans dont 48,20% pour les interventions relatives à l'adaptation. Le NCIP a été lancé avec succès en avril 2014 et constitue une porte d'entrée à toutes les parties prenantes intéressées par l'investissement dans les activités liées aux changements climatiques au Malawi.

* [**Haïti :** **Plan de gestion environnementale basé sur le Système d'information géographique (SIG) pour guider les investissements ciblant la résilience à travers les secteurs**](https://undp.unteamworks.org/node/483058) - *Jean Ked Neptune, Ministère de l'Environnement du Département du Sud, Haïti*

Le «Plan de cogestion» est un plan de gestion de l'utilisation des sols visant à combiner les ressources provenant de différents acteurs des bassins versants pour améliorer les conditions socio-économiques de la population à moyen et court termes. Il est construit sur une carte SIG et donne aux décideurs des données fiables pour prendre des décisions éclairées. Les cartes illustrent différents types d'utilisation des sols en fonction de leurs zones potentielles pour l’intensification de l'agriculture, l'agroforesterie, la restauration écologique, la régénération naturelle, les zones côtières, la conservation et l'expansion urbaine. Elles montrent également que 85% du Département du Sud est en «conflit» entre différentes utilisations, dont la régulation est importante pour faciliter l'adaptation. Pour réaliser cette carte, un inventaire de toutes les informations de la région a été effectué, ainsi que des études socio-économiques et biophysiques. Ces informations ont ensuite été recoupées avec d'autres données SIG pour illustrer l'utilisation des terres. Les problèmes rencontrés sont le coût élevé des logiciels SIG et du matériel qui s'y rapporte.

#### Points clés de la discussion :

* De nouvelles priorités ont été identifiées au cours du ***développement du PAN au Burkina Faso*** (e. i. l'infrastructure et le logement, la santé, l'énergie) comparées aux priorités définies par le PANA (e. i. l'agriculture, l'environnement et les ressources naturelles, l'eau et les ressources animales).
* Pour faciliter la diffusion de l'information generée pour le ***Plan de gestion environnementale à Haïti*** à travers les secteurs et les groupes de parties prenantes, un site internet a été créé ([www.haitienvironnement.org](http://www.haitienvironnement.org)). De plus, des rencontres réunissant tous les services du département sont organisées pour partager les données et valider les informations.

#### Exemples dans les pays au niveau régional (gouvernement local et communauté)

* [**Maroc :** **Planification de l'adaptation régionale**](https://undp.unteamworks.org/node/483063) **-** *Amal Nadim, PNUD Maroc*

La politique sur le changement climatique du Maroc (Climate Change Policy of Morocco, PCCM) est organisée autour des problématiques sectorielles stratégiques qui comprennent les interventions dans le domaine de l'adaptation dans les secteurs de l'eau, l'agriculture, la pêche, et la conservation de la biodiversité. Quatre projets pilotes d'adaptation intégrée ont été mis en œuvre dans le cadre de cette politique, un dans chacun des secteurs de l'agriculture, l'énergie, la gestion des risques d'inondations et la conservation des ressources en eau. Certaines activités réalisées dans le cadre du projet ACA sont : l'intégration de l'adaptation dans la planification municipale ; la mobilisation des acteurs concernés et des institutions ; et la création de réseaux d’oasis.

* [**Tanzanie :** **Planification et budgétisation du niveau national au niveau local**](https://undp.unteamworks.org/node/483052) - *Stephen Mariki****,*** *Bureau du Vice-Président de la Tanzanie*

Avec le soutien du projet ACA, la Tanzanie intègre davantage les problématiques liées aux changements climatiques dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et infranational. L'approche adoptée pour atteindre cet objectif a été de sensibiliser et d'engager les décideurs clés responsables de la mise en place des priorités d'investissement, plus particulièrement le Ministère des Finances et de la Planification, le Bureau du premier ministre et celui du Président. Le projet a également développés les produits du savoir (ex. une trousse d'information sur le climat destinée aux agriculteurs) pour une meilleure compréhension des changements climatiques au niveau local. Il a aussi permis d'identifier les points d'entrée et de renforcer les capacités des autorités locales et sous-nationales afin d'intégrer les changements climatiques dans les processus de planification et de budgétisation. Les ***défis*** auxquels il a fallu remédier comprennent notamment l'absence de directives claires pour l'allocation des ressources en vue de faire face aux changements climatiques, le manque de ressources pour l'intégration des changements climatiques, en particulier au niveau local et les compétences limitées sur les changements climatiques de la plupart du personnel des ministères et des autorités gouvernementales locales. Afin de remédier à certains de ces problèmes, le projet travaille avec le Ministère des Finances pour développer des directives qui définissent la manière dont les changements climatiques devraient être intégrés dans les priorités budgétaires locales et nationales.

* [**Mozambique :** **Plan d'adaptation local**](https://undp.unteamworks.org/node/483064) **-** *Lolita Hilario, PNUD Mozambique*

Le projet ACA a soutenu le processus d'élaboration des Plans d'adaptation locaux qui comprennent quatre éléments : (1) évaluation de la vulnérabilité face au climat et renforcement des compétences des communautés pour faire face aux changements climatiques ; (2) intégration du changement climatique dans le plan de développement local et différents secteurs ; (3) développement de la stratégie de mise en œuvre ; et (4) rapportage, suivi et révision. Les défis rencontrés dans la mise en œuvre de ce plan comprennent le manque de capacité au niveau local étant donné que le plan d'adaptation local était censé être développé par les communautés locales. Pour y remédier, des mesures sont prises pour renforcer les capacités de la communauté locale pour qu’elles soient capables d'utiliser les directives méthodologiques. La participation des femmes dans le processus est également limitée et il y a un défi dans la sélection des districts en vue de développer le plan d'adaptation local, le Mozambique comptant 182 districts. Enfin, l'adaptation aux changements climatiques ne constitue pas une priorité dans l'affectation des fonds par le Ministère des Finances. La prochaine étape consiste à se tourner vers un plan de développement local intégré qui combine les priorités liées aux changements climatiques, au lieu de développer une multitude de plans d'adaptation et sectoriel.

* [**Niger :** **Intégration du changement climatique dans le plan de développement local**](https://undp.unteamworks.org/node/483065) **-** *Idrissa Mamoudou, Conseiller technique, CNEDD*

Le Niger a élaboré des directives nationales et municipales qui, même après révision, n’ont pas intégré les changements climatiques. Une annexe aux directives intégrant les changements climatiques a ensuite été développée. Les directives décrivent sept étapes pour l'élaboration d'un plan municipal : (1) étape préparatoire : les prestataires de services et la municipalité s'entendent sur les moyens et les outils à utiliser pour recueillir les données ; (2) Analyse diagnostique : indique la manière de mettre en valeur les informations sur le climat dans la planification municipale ; (3) étape de formulation : la municipalité partage son projet pour les 10 à 15 prochaines années ; (4) développement des orientations stratégiques ; (5) adoption du plan ; (6) évaluation de la conformité ; (7) diffusion et évaluation du plan après cinq années. Afin de garantir la présence réelle des questions liées aux changements climatiques dans ce processus, le CNEDD dans le cadre du projet PANA/FACC a renforcé les capacités des services techniques au niveau local.

#### Points clés de la discussion :

* Les informations SIG et les cartes ont été utilisées pour développer les plans de développement local au ***Niger*** en collaboration avec les ‘’Projets d’Actions communautaires’’.
* En ***Tanzanie*** un facteur clé de réussite a été l'implication forte du Ministère des Finances, impliqué systématiquement dans les discussions de la CCNUCC, la politique et les financements relatifs aux changements climatiques.



**Thème B : Financements innovants pour la résilience**

* [**UNCDF :** **Facilité pour l’Adaptation des Modes de Vie au niveau Local (LoCAL)**](https://undp.unteamworks.org/node/483060) **–** *Sophie De Coninck, Chef de projet LoCAL UNCDF*

Le projet LoCAL fournit un mécanisme permettant d’acheminer les financements liés à l'adaptation au niveau local, d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification et la budgétisation des gouvernements locaux, de sensibiliser pour renforcer les réponses face aux changements climatiques, et d'augmenter les flux d'investissements liés à l'adaptation à long terme au niveau local. LoCAL agit à travers un processus appelé Subventions axées sur la performance pour la résilience au climat, qui apporte des financements supplémentaires afin de couvrir les coûts des interventions d'adaptation aux changements climatiques. La performance est évaluée en fonction de l'apport de ressources supplémentaires pour l'amélioration de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques. Ce projet est mis en œuvre au Bhoutan et au Cambodge (phase II : apprentissage), Bangladesh, Laos, Népal, Bénin et au Mali (Phase I : essai), et il est en développement au Mozambique, Niger, Ghana et dans les Iles Salomon.

#### Expériences des pays :

* [**Soudan :** **Fonds renouvelables et micro-finance**](https://undp.unteamworks.org/node/483066) **–** *Adil Seedahmed, Chef de projet FACC, Soudan*

Les communautés locales du Soudan, en particulier les femmes, utilisent des petites épargnes sous forme de fonds renouvelables (Sandug) à des fins sociales. Grâce aux activités de renforcement et de sensibilisation soutenues par le projet PANA/FACC, ces Sandugs permettent d'étendre les mesures d'adaptation à tous les membres des communautés ciblées. Par exemple, dans l'état de Gedarif, le fonds renouvelable à aider les femmes à mettre en place une petite ferme, construire un Centre de promotion de la femme et de se procurer des bouteilles de gaz au butane. Un des ***défis*** rencontrés a été l'adoption de nouvelles technologies d'adaptation, telle que l'utilisation du butane comme source d'énergie domestique alternative. Il a été résolu en augmentant les activités de sensibilisation et de prise de conscience.

* [**Cambodge :** **Comités de gestion de l'eau**](https://undp.unteamworks.org/node/483067) **-** *Leang Seng, Service de l'agriculture, Province de Kratie Cambodge*

Le Cambodge fait face à des problèmes de pénurie d'eau, notamment pour l'irrigation, l'absence d’une réglementation complète, et le manque de financement au niveau de la communauté pour soutenir les activités du projet. Afin de remédier à ces défis le projet PANA a effectué une évaluation pour la réduction de la vulnérabilité afin de mesurer la perception des changements climatiques et de ses conséquences. Il a également organisé les agriculteurs en groupes d'utilisateurs d'eau et renforcé les capacités techniques et de gestion des bénéficiaires ciblés. En fin, le projet a effectué des activités de démonstrations dans les villages cibles pour permettre aux agriculteurs de comparer les nouvelles technologies et pratiques. Certains ***résultats*** de l’application de cette approche sont une plus grande disponibilité en eau pour la consommation domestique et la production, une meilleure sécurité alimentaire, et la génération de nouvelles sources de revenus.

### Thème C : Sensibilisation et plaidoyer

#### Expériences des pays :

* [**Niger :** **Intégration des changements climatiques dans les programmes scolaires**](https://undp.unteamworks.org/node/483324) **–** *Hassane Iro, Expert en innovations et réforme des programmes au Niger*

Dans le cadre du projet PANA/FACC, le CNEDD a travaillé avec le Ministère de l'Éducation pour intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires. Ils ont élaboré des outils didactiques, formé des inspecteurs, des conseillers pédagogiques et des directeurs d'école dans huit régions du Niger. Un guide pédagogique a été développé pour soutenir les enseignants pendant leurs activités en salle de classe. Au total, 16 inspecteurs, 560 directeurs d'école, 202 superviseurs 151 200 étudiants ont été formés.

* [**Haïti :** **Centre d’éducation environnementale –**](https://undp.unteamworks.org/node/483059)*Dorine Jean-Paul, Chef de projet, PNUD Haïti*

Le Centre d'éducation environnementale d'Haïti apporte des informations de base sur le changement climatique et les différents écosystèmes du Département du Sud, en ciblant les étudiants dans les régions avoisinantes. Le Centre travaille avec le Ministère de l'Éducation pour la sensibilisation sur les changements climatiques à travers des programmes d'éducation et la diffusion de documents. Le Centre est constitué de trois salles, une pour les écosystèmes, une pour la biodiversité et l'autre pour le changement climatique. Il est également possible d'observer les pépinières à l'extérieure ou d'effectuer une visite de terrain dans les différentes régions de l'île. À ce jour, le Centre a reçu environ 1 168 visiteurs, dont 60 % étaient des étudiants. Le Centre aide au développement de programmes radio sur le changement climatique et la gestion des ressources naturelles, diffusés sur les radios locales.

* [**Cap-Vert :** **Programme radio du Cap-Vert**](https://undp.unteamworks.org/node/483055) **-** *Domingos Lopes Dias Goncalves, MDR Cap Vert*

Le programme radio du Cap-Vert est appelé «changements climatiques et sécurité alimentaire pour tous». Il a été lancé en octobre 2014 et est diffusé le dimanche et rediffusé tous les mardis. Son objectif est d'améliorer la résilience des personnes vulnérables des îles de Santiago et Santo Antao par la sensibilisation. Le programme est produit dans le cadre d'un partenariat entre Radio éducation et technologies (Radio of Education and Technology, RTE) et le projet. À ce jour, onze programmes ont été diffusés sur les thèmes relatifs aux impacts des changements climatiques sur l'agriculture, la sécurité alimentaire, et ses relations avec le genre. Le programme montre que les changements climatiques sont réels et ont besoin d’être pris en compte dans les activités du secteur de l’agriculture et de l’eau à travers la diffusion de bonnes pratiques. Les **défis** rencontrés comprennent notamment la mobilisation d'experts pour intervenir dans le programme et la portée limitée du programme à toutes les régions du pays.

#### Points clés de la discussion :

* L'intégration de questions traitant de thématiques innovantes dans un système éducatif est plus facile quand il n'y a qu'un seul programme scolaire pour tous les états (comme c'est le cas au ***Niger***), contrairement aux pays ayant un programme éducatif décentralisé. Au ***Niger***, les documents développés pour la sensibilisation sur les changements climatiques au sein de la communauté éducative ont été traduits dans cinq langues locales pour atteindre un public plus large.
* Au ***Cap-Vert***, RTE appartient au Ministère de l'Éducation et n'est diffusé que sur l'île de Santiago. Cependant, des discussions sont en cours pour rediffuser ses programmes sur d'autres stations de radios communautaires.
* Les points d'entrée du ***projet LoCAL*** varient selon les pays. Cela peut être le Ministère de l'Environnement et des changements climatiques ou le Ministère des Finances. Par ailleurs, ***LoCAL*** utilise les mécanismes existants pour ramener des fonds vers les autorités locales.

**[Résumé du compte rendu sur la planification et le financement](https://undp.unteamworks.org/node/483043)**

* ***Exemples concrets d'outils/méthodologies pour la planification :*** Le Plan de cogestion à ***Haïti*** pour la planification sectorielle ; le ***Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté*** pour la planification sectorielle.Le guide de plan de développement local du ***Niger*** pour l'intégration des changements climatiques dans la planification locale (dont les questions de développement telles que les liens de genre entre le changement climatique et l'équité) ; le plan de développement socioéconomique des districts et les plans de développement des municipalités au ***Cap-Vert*** qui coordonnent le travail au niveau local.
* ***Les défis*** rencontrés dans la mise en œuvre de ces outils : instabilité politique ; absence de coordination institutionnelle ; coût des logiciels et manque de capacité d'utilisation des outils ou de directives.
* ***Facteurs de réussite :*** dynamisme des personnes qui mettent en œuvre le plan ; fonctionnalisation de la plateforme institutionnelle pour la coordination ; diffusion d’information ; synergies entre les acteurs ; et renforcement des capacités des techniciens pour aider les districts dans les activités de planification.
* ***Exemples concrets d'approches de financement innovantes :*** Project **LoCAL** de l'UNCDF. Microfinance au ***Cap-Vert*** avec des systèmes de financement et de contrôle en place. Le **défi** relève du fait que les mécanismes de financement sont en général limités à la durée de vie du projet.
* ***Facteurs de réussite :*** changer les mentalités des bénéficiaires pour les aider à jouer un rôle actif ; établir des partenariats avec les institutions de microfinance. Pour garantir la ***durabilité,*** les projets ont besoin d'utiliser les systèmes et structures existants du gouvernement, la bonne gouvernance et la contribution financière des bénéficiaires. Pour une ***mise à échelle***, nous avons besoin d'approches innovantes à intégrer dans les stratégies nationales, et il faut également prendre en compte la gestion du savoir, la diffusion des bonnes pratiques et l'identification des utilisateurs et des prestataires de services dans les limites du budget actuel.



**Formation : Communication et Réseaux Sociaux**

Pour aider les équipes de projet à renforcer leurs capacités en termes de documentation et de partage des résultats émergeant de leurs projets, une formation en communication a été organisée avant la visite de terrain, afin de permettre aux participants d’appliquer les nouvelles connaissances acquises pendant la visite du site.

[**Ressources et formation en communication**](https://undp.unteamworks.org/node/483087) **–** Camille Maitre, Spécialiste en communication, PNUD

Les blogs et les médias sociaux sont de bons outils pour partager les connaissances, promouvoir les activités du projet, et montrer un visage humain de l'adaptation. Exemples de médias sociaux : twitter pour le micro-blogging, LinkedIn pour les réseaux professionnels, Instagram pour les photos/vidéos, YouTube pour les vidéos, Facebook pour les reportages, les photos et les films en se basant sur les réseaux d'amis, et Google+ un service de réseau social. L'utilisation des blogs a également été accentuée afin de s'en servir en tant qu'outil de partage des connaissances et de présentation de l'expertise personnelle. Des directives simples ont été fournies pour le développement de blogs sur le projet (par exemple le vocabulaire à éviter et les acronymes, être concis [300 à 400 mots], choisir des titres attractifs), ainsi que des astuces sur la manière de prendre de bonnes photos et vidéos. L’accent a été mis sur quels éléments capturer dans l'image, l'utilisation d'équipements de base (téléphone, appareil photo simple), le cadrage et la luminosité des photos, la durée optimale d'une vidéo, et le meilleur endroit pour prendre des photos et des films. Vous pouvez trouver la présentation et d'autres ressources à l'adresse suivante : <https://undp.unteamworks.org/node/483087>.



**Nou an danje : pour un changement de mentalité**  
Dix artistes se sont réunis à Haïti pour sensibiliser la population sur les changements climatiques à travers une chanson dont le titre est #Nouandanje. Ces artistes sont maintenant des ambassadeurs des changements climatiques dans le pays.



Grâce au Projet d'Adaptation en Afrique (Africa Adaptation Project) soutenu par le PNUD, les communautés d'Igunga en Tanzanie ont désormais un accès sûr à l'eau à travers l'abreuvoir construit, permettant de séparer l'utilisation de l'eau entre le bétail et les ménages.

**3e jour : mercredi 4 mars 2015**

**Visite de terrain**

Une visite de terrain a été organisée sur trois sites de projet autour de Niamey pour montrer les activités d'adaptation dans le cadre du projet FACC et d'offrir l'opportunité aux participants de rencontrer les bénéficiaires.

#### Site d'horticulture : Communauté de Gormi, Gaba Goura, Municipalité de Niamey I

Le groupe de femmes qui gère ce site est composé de 50 veuves. La surface totale de la parcelle est de 2 hectares loués gratuitement par le propriétaire terrien. Elles font pousser divers légumes, dont les petits pois et les tomates. Avant le soutien du projet FACC, chaque membre du groupe travaillait individuellement dans sa propre petite parcelle. La production était alors très faible et elle subissait beaucoup de dommage à cause des animaux. Avec le soutien du projet FACC, elles se sont réunies pour cultiver sur une grande parcelle cloisonnée pour se protéger des animaux. Aujourd'hui elles sont très heureuses et sont confiantes par rapport à leur future production. Elles prévoient d'étendre leur parcelle à environ 10 hectares et d’étendre leurs activités à l’élevage - engraissement d'animaux - puisque leur ferme produit beaucoup d'herbes pour nourrir les animaux.

#### Site d'horticulture : Communauté de Kondbiah, Municipalité de Niamey I

C'est l'un des premiers groupes de femmes soutenus par le projet financé par le PANA-FEM, démarré il y a trois ans. Avant ce projet, les femmes n'étaient impliquées dans aucune activité d'horticulture. Avec le soutien du projet, elles ont appris à cultiver. Aujourd'hui elles sont totalement indépendantes et autosuffisantes en termes de ressources et de gestion. Elles peuvent contribuer financièrement aux besoins du foyer en vendant leurs récoltes et ainsi avoir le respect de leurs maris et de la famille.

#### Village de Soudour, Municipalité de Niamey I

C'est un groupe de coopérative mixte (hommes et femmes) qui travaille avec le projet financé par le PANA-FEM depuis trois ans. Ils reçoivent désormais le soutien du Gouvernement Canadien (dans le cadre du projet FACC). Le projet apporte un soutien en matière de formation, d'intrants agricoles, de semences améliorées, de grillages pour la protection pour la culture pendant la saison sèche. Les membres du village peuvent maintenant lire un pluviomètre et informer les agriculteurs sur la meilleure manière de planifier leurs saisons de récolte. Les observateurs de pluviomètre ont reçu des téléphones portables pour envoyer les informations sur la pluviométrie au service météorologique. De plus, les femmes ont reçu des moutons et bénéficié d'une formation sur l'engraissement. Après trois mois d'engraissement, certaines femmes ont vendu leur animal, acheté d'autres bêtes et épargné de l'argent dans le fonds de la coopérative. Avec cet argent, elles prévoient entreprendre d'autres activités lucratives. Le projet a également permis d'introduire des semences résilientes au climat. Les semences utilisées auparavant prenaient environ 90 jours pour germer, ce qui était difficile étant donné la durée plus courte des saisons due aux changements climatiques. Les semences améliorées fournies par le projet ont un cycle de 60 jours, ce qui permet aux communautés de planter et de récolter même avec des saisons plus courtes.

**Session 4 : Examen approfondi des approches innovantes**

Cette session a mis l’accent sur des pratiques innovantes spécifiques mises en œuvre dans différents pays. Chaque intervenant a donné une présentation détaillée de sa pratique, en précisant la raison pour laquelle elle est innovante, le type de défis rencontrés, et la façon de reproduire et de porter à échelle cette pratique dans d'autres contextes. Les participants ont ensuite pu se rencontrer et avoir des discussions directes, plus approfondies avec les intervenants.

* [**Niger :** **Diffusion de variétés de semences résilientes à la sécheresse**](https://undp.unteamworks.org/file/483090/download/526402) **-** *Abdoulaye Issa, CNEDD Niger*

Au Niger, les changements climatiques ont un impact sur la fréquence et l'intensité des précipitations, ainsi que sur la durée des saisons. Ainsi, beaucoup de variétés de semences utilisées par le passé ne sont plus viables pour une production durable. Un des objectifs du projet PANA/FACC était de tester et de diffuser des variétés de semences résilientes à la sècheresse, s'adaptant ainsi à cette nouvelle réalité. Cette intervention a été réalisée dans les communautés les plus vulnérables dans sept municipalités du Niger. **L'innovation** réside dans l'approche recherche/développement mobilisant à la fois l'Institut national de la recherche agronomique qui a fourni les semences améliorées, et la Direction de la météorologie nationale qui a diffusé les informations météorologiques afin d'aider les agriculteurs à connaitre le meilleur moment pour planter de nouvelles semences. Le projet a permis de tester huit variétés de semences résilientes à la sécheresse qui ont montré une productivité deux à trois fois plus elevée que les variétés traditionnelles. Les semences améliorées sont résilientes aux changements climatiques et aux ravageurs de culture, fournissent des revenus supplémentaires aux agriculteurs et en fin de compte aideront à renforcer la sécurité alimentaire dans ces régions. Ces semences sont acceptées par la population qui les utilisent, en raison de leur productivité élevée et du fort taux de rendement. Les **défis** rencontrés sont le coût élevé de la production de ces semences et le coût global de cette pratique (170 $) malgré un taux de rendement élevé (21 %).

* [**Haïti :** **Plan de ferme**](https://undp.unteamworks.org/file/483586/download/526961) **-** *Borja Serrador Céspedes, Spécialiste en changements climatiques, PNUD Haïti*

L'approche Plan de ferme est un outil de planification participatif utilisé pour augmenter la productibilité et la rentabilité des activités agricoles au cours d'une période donnée. En travaillant directement avec les agriculteurs des plans individualisés sont développés pour les aider à renforcer la sécurité alimentaire et leur indépendance à travers l'utilisation durable et rationnelle des ressources naturelles. Le plan de ferme comporte de quatre étapes : (1) recueil des données concernant la famille et la ferme ; (2) analyse des informations ; (3) diagnostic des besoins des familles, des opportunités et du potentiel ; et (4) élaboration du plan de ferme en se basant sur la vision de la famille dans les cinq à dix années à venir. Le projet a développé 1 084 plans de ferme, bénéficiant ainsi à 1 084 familles (30 % de femmes). L'agriculture et la production de bétail ont augmenté de 25 % et la couverture forestière de 20 %. La principale **innovation** est que l'approche vise à donner une indépendance en utilisant les ressources existantes avec le soutien technique et celui de la communauté, et non pas par la distribution des ressources. Le principal **défi** est le changement du comportement des bénéficiaires et leur sélection. La **durabilité** est garantie par l'intégration des processus de plan de ferme dans l'agenda du Ministère de l'Agriculture, et la formation des travailleurs qui soutiendront le processus sur le long terme.

* [**Cambodge :** **Pompes à eau à énergie solaire**](https://undp.unteamworks.org/node/485798) **–** *Dara Rat Moni Ung, Conseiller de projet Cambodge*

Pour démarrer l'introduction de pompes à eau à énergie solaire au Cambodge, une évaluation pour la réduction de la vulnérabilité a été effectuée afin d'identifier les besoins des agriculteurs. Les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes (équipe de projet, autorités locales et les bénéficiaires) ont été expliqués. Dans le cadre du projet, une étude de faisabilité a également été menée afin d'évaluer les données techniques et environnementales. Le projet a formé les bénéficiaires sur les aspects techniques, financiers et de gestion des fonds renouvelables. Des sites de démonstration ont également été mis en place dans les villages cibles permettant aux agriculteurs de comparer les nouvelles technologies et la pratique agricole. ***Résultats :*** démonstration de la disponibilité de l'eau à des fins domestique et de production ; diversification pour améliorer la nutrition, la sécurité alimentaire et générer des revenus ; formation et encadrement des agents du Ministère de l'Agriculture au niveau du district la vulgarisation agricole ; changement de la mentalité en passant de bénéficiaires à producteurs ; augmentation de l'accès des femmes à l'eau et aux services de vulgarisation ; et partenariat avec le secteur privé, par exemple par la formation sur la manière d'utiliser les appareils solaires et d'effectuer les opérations de maintenance. Les principales ***innovations*** sont l'approche intégrée de gestion de l'agriculture et de l'eau, l'introduction de l'énergie renouvelable, et la coordination interinstitutionnelle, y compris avec les ministères de l'Agriculture, des ressources en eau et de la condition de la femme. Les ***facteurs de réussites*** sont l'utilisation des systèmes et de structures décentralisées et déconcentrées ainsi que les relations avec les politiques du gouvernement et ses stratégies.

* Niger : Assurance indicielle climatique – Dieudonné Goudou*, Chef de projet ACA, CNEDD*

L’assurance indicielle climatique est un outil de gestion des risques climatiques en train d’être développé au Niger dans le cadre du projet ACA. L’objectif est de renforcer l’adaptation aux changements climatiques et de lutter contre la pauvreté à travers le développement d’un mécanisme d’assurance indicielle ciblant les petits agriculteurs. Quatre études thématiques ont été réalisées pendant la phase préparatoire et l’Institut International de Recherche pour le Climat et la Société (IRI) a fourni un appui technique pour la mise en œuvre du projet. Les informations crédibles sur les changements climatiques et l’implication du secteur privé ont été identifiés comme des facteurs déterminants pour le développement de mécanisme d’assurance indicielle. Une autre étude est en train d’être réalisée en ce moment sur la stratégie d’implication du secteur privé. Les acteurs stratégiques et leurs rôles ont également été identifiés, notamment l’université, le Service national de météorologie, le Ministère de l’Agriculture, le Ministère des Finances, le secteur privé, les associations des agriculteurs, et les institutions régionales et locales. Ces acteurs ont été impliqués dans la sélection des zones prioritaires pour la mise en œuvre de l’assurance indicielle et qui comprend quatre villages dans quatre communes du Niger. Ces acteurs stratégiques ont été formés sur l’utilisation des outils d’enquête pour l’obtention des informations sur les préoccupations des populations vis-à-vis du mécanisme d’assurance. Actuellement, IRI est en train de développer les indices sur la base des données collectées. Par la suite, ces indices seront validées et les produits développées. Le projet commence avec un produit non-commercial. Plus tard, les leçons apprises seront partagées avec les acteurs stratégiques. Le projet va développer les outils pour suivre ces produits et plus tard appuyer le développement d’un produit commercial et la mise à échelle.

# Jour 4: jeudi 5 mars 2015

**Session 5: Approches sensibles au Genre**

**Expériences par pays**

* [**Soudan : Effets des changements climatiques sur les femmes et les enfants**](https://undp.unteamworks.org/file/485500/download/529043)  **–** *Khalid Hashim, Coordonnateur de projet dans l’Etat de Gedaref, Soudan*

Les femmes participent de différentes manières aux activités d’adaptation du projet financé par le Canada au Soudan, notamment l’horticulture, les pépinières, et les activités de remise en culture. Elles ont bénéficié et soutenu les campagnes de sensibilisation intenses sur les changements climatiques et les méthodes d’adaptation et ont suivi une formation sur l’élevage. A l’est du Soudan, la participation des femmes aux activités d’adaptation génèrent des bénéfices importants. De plus, elles se sont organiser en comités de fonds renouvelables et sont parvenues à réduire leur dette commerciale.

* [**Cambodge : Genre et Plan d’action climatique**](https://undp.unteamworks.org/file/483585/download/526958) **–** *Ratha Chan, Ministère de la Condition féminine au Cambodge*

Le projet NAPA/FACC au Cambodge a soutenu la mise en place d’une Stratégie Genre en formant le personnel du projet à l’intégration des politiques d’égalité entre les femmes et les hommes et en incorporant les indicateurs de genre dans le cadre de suivi du projet. Les ***résultats*** les plus significatifs comprennent : l’intégration de l’approche genre et des changements climatiques dans les procédés de planification de 16 municipalités et dans les Plans d’investissement et de développement communautaire ; le renforcement de l’accès aux services de vulgarisation et de gestion de l’eau pour les femmes ; amélioration de la qualité de vie des femmes et de leur participation dans les prises de décision. Quelques ***bonnes*** ***pratiques*** incluent**:** le développement d’un système de suivi et d’évaluation répondant aux besoins relatifs au genre dans le cycle du projet, y compris les indicateurs de genre dans le cadre logique du projet à son origine. Les ***défis*** comprennent : la coordination institutionnelle entre trois départements ministériels concernés (Agriculture Ressources en eau et Condition féminine) et les compétences et connaissances limitées en genre et en changements climatiques des acteurs nationaux et infranationaux.

#### Table ronde sur l’application des méthodes sensibles au Genre

Lors de la table ronde, trois questions ont été posées aux participants sur leur manière d’aborder les questions de Genre : *comment votre projet aborde-t-il la vulnérabilité spécifique au Genre et les opportunités d’autonomisation*? *Quels sont les principaux défis* *? Quelles ont été les leçons apprises ?*

* On a d’abord insisté sur le fait que si les questions de Genre ne sont pas incorporées, les interventions n’auront que des effets limités et n’atteindront pas leur plein potentiel.
* Au ***Niger*,** les questions de genre sont au cœur de la nouvelle politique intitulée « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » et c’est aussi une priorité pour le projet NAPA dans lequel 80% des bénéficiaires et il y’a une forte participation des femmes dans les comités de gestion. Les défis à relever au Niger sont relatifs l’analphabétisation, la faible capacité d’organisation des femmes, ainsi que le besoin de les stimuler et les motiver pour s’approprier le projet et ses activités. Cela a été partiellement résolu en travaillant directement avec les collectifs de femmes pour les éduquer et renforcer leurs compétences et augmenter leurs revenus par le biais d’autres activités génératrices de revenus.
* La mise en application de la loi est un défi important au ***Cambodge***. La politique actuelle stipule que 40% des femmes doivent être représentées dans tous les comités et organisations, mais cela reste difficile à concrétiser.
* Au ***Cap Vert*,** les femmes en milieu rural sont souvent les plus vulnérables, puisqu’elles dépendent des pluies pour leur besoin de subsistance et ont des problèmes d’accéder aux ressources. Le projet d’adaptation a mis en place une stratégie pour intégrer les questions de Genre dans ses activités avec des résultats significatifs. Cependant, le plus gros problème rencontré se trouve au niveau des mentalités en ce qui concerne l’évaluation et la compréhension des problèmes associées au Genre en matière de sécurité alimentaire, ainsi que l’octroi aux femmes du doit de contrôle sur les ressources naturelles.
* Dans le cadre du projet ACA en ***Tanzanie,*** l’intervention principale proposée dans la Stratégie Genre vise l’autonomisation des femmes dans la prise de décision étant donné les lacunes qui persistent en matière de capacité. Actuellement, 50% de femmes et 50% d’hommes participent aux conseils de village et autres processus de prise de décision au niveau local. Les défis persistants concernent les compétences des bénéficiaires, surtout en ce qui concerne les nouvelles technologies utilisées (ex. les systèmes de pompage solaire), les questions de changements climatiques et de Genre à incorporer dans les politiques et le renforcement continue du leadership du fait des nouvelles élections.
* Au ***Mozambique***, le projet se base sur la nouvelle stratégie sur le Genre et changements climatiques pour répondre à certains défis identifiés dont l’accès aux technologies, aux ressources naturelles, et le renforcement des capacités. Cependant, ces défis persistent car la société au Mozambique est patriarcale avec une participation limitée des femmes dans différents domaines. Le gouvernement tarde à intégrer les questions de Genre dans les politiques et la planification. Pour répondre à ces défis, il est nécessaire d’aborder les questions de Genre et de changements climatiques avec la communauté locale en intégrant les femmes, afin de leur faire comprendre pourquoi il est important qu’elles participent à ce processus.
* Les mêmes problèmes culturels et sociaux ont lieu au ***Soudan***, où les barrières culturelles et sociales empêchent les femmes d’accéder aux affaires publiques. Les efforts fournis dans le cadre du projet pour intégrer les femmes dans le processus d’adaptation ont été peu satisfaisants dans certaines régions du fait de barrières culturelles. Cependant, une fois la confiance établie au sein de la communauté et le *leadership* d’autres femmes renforcé au sein du projet, la situation a commencé à changer.
* Au ***Bénin***, il existe une forte volonté politique d’intégrer les questions de Genre dans les politiques nationales et infranationales. Par exemple, cela fait maintenant plus de dix ans que le gouvernement a mis en place un mécanisme de micro-financement ciblant les femmes pour renforcer leur contribution aux besoins du foyer. Désormais, le défi à résoudre reste l’analphabétisme des femmes.
* De la même manière, au ***Maroc*** il y’a une politique qui exige que chaque projet intègre les considérations de Genre dès leur origine. Par exemple, le projet portant sur les panneaux photovoltaïques cible aussi l’amélioration de l’éducation des filles. Cependant, il existe une perception différente sur les questions de Genre parmi les acteurs du développement, ce qui rend assez difficile la résolution des problèmes de Genre.
* Avec l’introduction de la Loi sur la parité, le ***Malawi*** est bien placé au niveau politique pour incorporer le genre comme question transversale dans le processus du PNA. Cependant, il existe des opportunités pour aller au-delà du « nombre de femmes impliquées » comme indicateur unique de succès dans le processus. Des questions se posent relativement à quel stade les femmes participent-elles Qui en sont les bénéficiaires ? Cependant, la faible estime en soi des femmes entrave leur participation effective aux activités de développement. Ce qui met en évidence le besoin d’intégrer les changements climatiques dans les programmes scolaires et d’éduquer les enfants dès leur plus jeune âge sur l’importance des filles et des femmes dans la lutte contre les changements climatiques. Au niveau local, il est aussi nécessaire d’intégrer les questions de Genre au-delà du simple nombre de femmes impliquées et les femmes doivent mener le processus avec leurs propres idées, par ex. les fonds renouvelables.
* Le ***Burkina Faso*** est confronté aux mêmes défis puisque le taux d’analphabétisme élevé empêche les femmes de participer à la prise de décisions. Dans le cadre de ce projet, des initiatives ont été prises pour identifier d’autres activités qui ciblent le renforcement des compétences des femmes et contribuent à améliorer leur éducation à moyen et long terme.
* A ***Haïti****,* il y’a beaucoup d’enthousiasme chez les femmes à participer aux comités de gestion des bassins et elles ont participé de manière accrue aux comités établis dans le cadre du projet FACC. Elles ont apporté des perspectives différentes sur la prise de décision au sein du comité - par exemple, au moment de sélectionner les variétés d’arbres et de semences à planter, les femmes choisissent des arbres fruitiers qui contribuent à résoudre les problèmes de sécurité alimentaire tandis que les hommes choisissent des arbres qui produisent des cultures commerciales destinées au marché. Plus de 30% des foyers gérant les plans de ferme sont dirigés par des femmes. Le projet a effectué une analyse des besoins différenciés entre les hommes et les femmes et a investi la même somme d’argent pour les hommes et les femmes. Le principal défis vient du fait qu’il n’y a pas d’expérience antérieure dans la région sur laquelle se baser, et les problèmes culturels et sociaux persistent au moment d’intégrer le genre au niveau local. Cependant, des enseignements importants ont déjà été tirés du projet FACC, tels que les types de décision que les femmes prennent quand elles participent au processus de décision (par ex. le type de semences) ; quand elles participent à la prise de décision au sein des comités de gestion des ressources en eau, les femmes font souvent preuve de fort engagement et participation que les hommes.

**Session 6: Porter à échelle l’innovation**

Cette session porte sur les conditions requises pour porter à échelle les preuves d’innovations dans le domaine de la finance, des technologies et de la politique/ planification.

#### Comment mettre en place des partenariats avec le secteur privé afin de porter à échelle les preuves innovations telle que l’assurance agricole indicielle et les produits d’information climatique ?

* Au ***Burkina Faso***, le projet a établi un partenariat avec le secteur privé au tout début de sa mise en œuvre. Actuellement, le projet envisage un accord de partenariat avec *Allianz* et deux autres banques locales qui se sont engagées à participer dans l’assurance indicielle climatique. Au niveau local, un atelier va davantage impliquer les institutions de micro-crédit. Une étude de faisabilité en cours dans le cadre du projet portant sur la manière dont l’assurance indicielle peut être appliquée dans la zone du projet et puis portée à échelle au niveau national, ce qui demande de considérer la participation de ces banques et d’autres entités privées.
* L’assurance agricole indicielle pilote soutenue par le projet ACA au ***Niger*** reconnait également l’importance d’impliquer le secteur privé pour une méthode efficace. L’initiative s’appuie sur les travaux du Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) mis en œuvre par la Banque Mondiale et qui a conclu que la participation du secteur privé dans l’assurance climatique était trop faible et avait besoin d’être renforcée. Un des objectifs du projet ACA est de combler cette lacune. Le projet est encore en phase d’expérimentation. Un séminaire a été organisé pour partager la vision des acteurs sur l’assurance climatique et a connu la participation des banques, des institutions de microfinance et des compagnies d’assurance. Une étude a été réalisée pour évaluer la capacité des institutions financières et comment elles peuvent être impliquées dans l’assurance agricole indicielle. A la fin de la phase d’expérimentation, les résultats seront présentés au secteur privé. L’étape suivante consistera à développer le produit commercial et à le faire valider et réglementer par le secteur privé. Si le produit commercial est accepté, il sera porté à échelle dans d’autres régions en se basant sur l’appropriation et les leçons apprises.
* Au ***Cambodge*** le secteur privé a été identifié comme un partenaire pour les pompes à eau solaires dès le départ, dans le cadre du développement du cadre de partenariat et de coopération. Le secteur privé, notamment les institutions bancaires, pense que les communautés sont un partenaire stratégique quand elles sont bien mobilisées. Le partenariat entre le secteur public et privé reste faible et le projet cible désormais des mesures supplémentaires. Cependant, l’importance de la gestion du savoir pour collecter et partager l’information générée dans le projet est une étape importante pour impliquer le secteur privé.
* Au **Bénin**, le projet permet de diffuser les informations climatiques par SMS. Les observateurs des villages envoient des informations pluviométriques au niveau du centre météorologique en utilisant les téléphones portables fournis par le projet. Le projet a établi un partenariat avec les compagnies de téléphonie mobile pour réduire le coût du SMS à moins d’un centime de dollar. La méthode a fait ses preuves puisque l’inondation de 2014 n’a pas été aussi destructrice que celle de 2010. Par la suite, une étude a été faite sur les produits et besoins en informations climatiques et a révélé une fois de plus la nécessité d’impliquer davantage le secteur privé. Les résultats de cette étude ont été exploités pour renforcer leur contribution dans les interventions liées aux changements climatiques.
* Une approche similaire a eu lieu au ***Malawi***. Le projet a fourni aux agriculteurs des téléphones portables pour recevoir les prévisions météorologiques des services de météorologie. Le défi est que l’information reçue au niveau du district est trop vague et souvent pas actualisé. De plus, le réseau ne couvre pas tout le district.
* Au ***Mozambique***, L’Institut national de la météorologie envoie les informations météorologiques à travers les médias traditionnels, comme la radio et la télévision. L’Institut national de la météorologie envoie d’abord les informations à l’Institut national de gestion des catastrophes qui diffuse ensuite les informations auprès des usagers. Il n’y a pas de partenariat avec le secteur privé à ce niveau et c’est encore en phase pilote.
* Au ***Maroc***, il existe un partenariat solide au niveau du partage de données entre le secteur public et privé. Ce partenariat vise à partager les données météorologiques et celles sur la production alimentaire avec les agriculteurs. Le partenariat intègre les services nationaux de météorologie et une entreprise privée qui a mis au point une application Smartphone pour faciliter l’accès aux informations météorologiques.
* A ***Haïti,*** il existe une plateforme dans la région sudqui repose sur l’utilisation d’un SIG pour la gestion et le suivi environnementale. Le projet envisage d’étendre cette plateforme au niveau national afin de contribuer à la sensibilisation et à la gestion des bassins au niveau des communautés locales.
* Au ***Soudan****,* il y’a beaucoup d’opportunités pour impliquer le secteur privé pour porter à échelle les mesures d’adaptation introduites par le projet. Les banques ont déjà offert leurs services aux agriculteurs pour leur permettre de s’adapter aux changements climatiques et le projet a abordé avec les agriculteurs leurs craintes et les problèmes rencontrés au moment de demander un micro-financement aux banques. Les communautés hésitent encore mais le projet collabore avec eux pour identifier les opportunités.

***Comment incorporer davantage les innovations du projet dans les politiques nationales et locales, les plans et budgets afin de les porter à échelle à travers le pays et les maintenir au-delà du projet ?***

* Le processus de développement des plans d’adaptation nationaux et sectoriels est en cours en ***Tanzanie***. Une feuille de route nationale a été élaborée pour guider le processus au niveau national. Au niveau sectoriel, le Ministère de l’Agriculture a développé un plan d’action de résilience au climat qui inclut les interventions à appliquer, telles que le développement de compétences, le partage des informations météorologiques, et des plans d’irrigation à petite échelle pour la production du riz et du maïs. Le Ministère chargé des eaux a aussi développé un programme de gestion de l’eau dans le contexte des changements climatiques. Le pays s’efforce aussi d’intégrer les mesures d’adaptation dans la planification et budgétisation locales avec le soutien des districts locaux et le budget de l’année dernière sera réexaminé pour voir comment la formation a abouti à la prise en compte des changements climatiques. Le défi vient du fait que les changements climatiques sont un problème émergent et la plupart des Ministères les considère comme un problème environnemental. Le développement des compétences est en cours pour sensibiliser les différents acteurs sur les changements climatiques et impliquer davantage les Ministères du Plan et des Finances.
* Le ***Mozambique*** est en train d’élaborer un Plan national d’adaptation (PNA) en s’inspirant des expériences d’autres pays tels que le Burkina Faso. Il vise à peaufiner les Plans locaux d’adaptation en cours de développement pour les lier aux PNA en vue de maximiser l’expérience au niveau local. Cependant, les défis émergent en ce qui concerne la priorisation des interventions et le manque les données pour prendre des décisions éclairées. Il est aussi prévu de mettre en place un programme local qui intègre tous les secteurs relatifs au développement durable au niveau local. Il y’a peu d’arrangements institutionnels en appui à ce processus, mais le projet prévoit que les programmes soient mis en place par la cellule environnementale du bureau du premier Ministre et d’autres ministères. Les ressources financières limitées sont aussi un défi et c’est pour cela qu’ils cherchent à établir un lien entre le budget de l’Etat et les partenaires pour développer les activités d’adaptation. Des synergies avec d’autres initiatives sur la pauvreté sont aussi envisagées.
* Le ***Burkina Faso*** a élaboré son plan national d’adaptation et souhaite maintenant développer un plan d’investissement national. Ceci pourrait être utilisé comme outil de sensibilisation et comme plateforme d’échanges avec les partenaires. Le début de la mise en œuvre des PNA est prévu en 2016/17 au cas où les ressources sont disponibles.
* Le ***Niger*** a à peine initié la planification du développement et la budgétisation du PNA. Le PNUD avait commencé une formation et fait une évaluation des coûts et bénéfices des mesures d’adaptation en donnant la priorité aux secteurs agricole et forestier. Par ailleurs, la Troisième communication nationale est en cours de finalisation pour évaluer l’analyse des flux financiers des ressources en eau. Au niveau régional, l’évaluation de l’adaptation à base communautaire dans le secteur de l’eau et de l’agricole conduira à prioriser les options d’adaptation dans ces deux secteurs. C’est une donnée importante du processus de planification. Le projet NAPA s’est aussi efforcé à intégrer les mesures d’adaptation dans les plans locaux de développement avec le soutien d’un plan d’investissement communautaire. Actuellement, 266 communes (plus d’un tiers), ont pris en compte les changements climatiques dans leur planification. Il s’agit maintenant de les aider à trouver des fonds pour mettre en œuvre les activités qui répondent à cette problématique.

### Session 8: évaluation des impacts: Partager les expériences en suivi des progrès réalisés dans le cadre de l’adaptation au climat et évaluer leurs impacts sur le développement

**Expériences par pays**

* [**Cambodge : Travailler avec les instituts de sondage**](https://undp.unteamworks.org/node/485507) **-** *Dara Rat Moni Ung, Conseiller en suivi de projet au Cambodge*

Confronté à l’évaluation qualitative de ses projets, le Cambodge a mis en place un système robuste d’évaluation des impacts tout en s’appuyant sur les capacités en M&E du personnel local et infranational. L’***approche*** utilisée consistait à élaborer un sondage complet permettant de collecter les données sur les communautés qui ont bénéficié des interventions du projet, et de former un « groupe de contrôle » constitué de ceux qui n’ont pas bénéficié des interventions. L’équipe du projet a travaillé avec un bureau de conseil pour développer le sondage et former le personnel du projet. Les ***défis*** rencontrés étaient au niveau de la collecte des données, du transfert de connaissances et de compétences, et de la couverture Internet limitée. Les projets n’ayant pas de système M&E ont dès le départ ont effectué une évaluation qualitative. La ***leçon apprise*** est que le système M&E a besoin d’être mis en place pendant l’élaboration du projet et le personnel local doit être formé en suivi et évaluation.

* [**Malawi: Cadre M&E national**](https://undp.unteamworks.org/file/485509/download/529053)  **-** *Kumbukani Ng'ambi, Ministère de la planification économique et du développement*

Le Plan d’investissement du Malawi relatif aux changements climatiques requiert une approche systématique pour suivre les progrès réalisés et améliorer la fiabilité des résultats, ce qui a conduit au développement d’un cadre de suivi et d’évaluation (M&E). Une revue de la littérature sur le sujet a été effectuée pour comprendre les détails techniques impliqués dans la mise en place du M&E. Un compte-rendu a été élaboré par la suite pour exposer la justification et les modalités opérationnelles. Les indicateurs ont été priorisés en fonction des principaux composants du plan d’investissement. Les étapes suivantes consistent à finaliser la priorisation des indicateurs, à remplir la matrice en données de base et en objectifs et à faire des sondages sur les données de base comportant des lacunes. Parmi les ***défis*** à résoudre, la programmation des activités liées aux changements climatiques est un processus complexe, dynamique qui implique une grande variété de mesures, processus et actions couvrant différents secteurs et niveaux d’intervention. Cette diversité doit être présentée dans tous les cadres de suivi et d’évaluation. Ce problème exige la mobilisation des acteurs, un travail de sensibilisation et le recoupement des données.

* [**Cap Vert : Travailler avec des instituts de recherche**](https://undp.unteamworks.org/node/485508)  **-** *Gilbert Buante Silva, chercheur, INIDA*

Le Cap vert est constitué de dix îles avec des besoins particuliers en termes de résultats de recherche. L’INIDA a besoin de développer des technologies qui peuvent être utilisées dans les dix autres îles. L’INIDA est composée de trois départements : Sciences de l’environnement, Etudes socioéconomiques et Agriculture et élevage. Le département de l’agriculture met à la disposition des agriculteurs des technologies pour promouvoir le développement agricole.

* [**Suivi de l’adaptation et évaluation du développement (TAMD)**](https://undp.unteamworks.org/node/483533) **-** Irene Karani, Consultante, Institut international pour l’environnement et le développement (IIED)

Le TAMD a été développé par l’IIED en tant que cadre d’évaluation de l’adaptation et de ses impacts sur le développement. L’adaptation et le développement n’ont pas été séparés dans ce cas parce qu’il s’agit d’un cadre « à deux volets » : le volet 1 (approche descendante) mesure l’étendue et la qualité des processus de gestion des risques climatiques et les actions prises par le gouvernement et le volet 2 (approche ascendante) mesure le développement, l’adaptation et ses impacts sur le terrain. Entre les deux volets se trouvent l’attribution et l’apprentissage. Le TAMD a été appliqué au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, au Mozambique, en Ethiopie, au Cambodge, au Pakistan et au Népal - pays ayant exprimé le besoin. La conception du système M&E doit, de préférence, être faite avant la mise en place du projet, mais peut également être faite a posteriori pour mesurer les résultats et les impacts. Le système TAMD comprend six étapes différentes, et des orientations pour appuyer ce processus. Les outils particuliers utilisés par la méthode TAMD incluent : une feuille de score - qui est utilisée dans le volet 1 pour mesurer les progrès réalisés, une Théorie du Changement (ToC) - utilisée pour établir les séquences d’une intervention de développement/d’adaptation, en partant des données jusqu’aux résultats tout en examinant comment ces changements pourront avoir lieu et les tendances climatiques - qui sont superposés à d’autres données pour voir comment les autres résultats ont été obtenus dans le contexte des changements climatiques. Plus d’informations et une série de documents sur les conseils et les politiques peuvent être trouvés à travers le lien suivant : <http://www.iied.org/tracking-adaptation-measuring-development-tamd>.

**Points clés de discussion:**

* La participation de tous les acteurs est essentielle pour que le M&E fonctionne bien. Au ***Malawi***, il y’a des directives pour l’implication des parties prenantes dans le processus M&E.
* Il est important d’avoir un cadre M&E harmonisé dans tous les pays. L’approche TAMD paraît fournir une méthodologie à cette fin. La feuille de score est utilisée pour aider les pays à identifier les différents indicateurs. Cependant, comment cette feuille de score peut- être utilisée auprès de la communauté ou des agriculteurs et permettre de lier la politique et les résultats du projet ? L’IIED réalise actuellement une étude sur la façon dont les indicateurs locaux tiennent compte des indicateurs nationaux, puisque les indicateurs nationaux ont généralement une amplitude plus grande comme par exemple la réduction de la pauvreté.
* De nombreux projets peuvent bénéficier de financements particuliers exigeant des procédures spécifiques et un lien avec les réalisations du PNUD. Il est nécessaire de ne pas surcharger le processus M&E et de garantir que ce type de méthode fasse partie du processus d’élaboration du projet dès le début. La méthode TAMD est destinée à servir de cadre dans lequel les processus existants (ex. les cadres logiques, les indicateurs) peuvent s’insérer.

#### Séance de travail pratique: Compte rendu des équipes sur comment améliorer le plan d’évaluation des impacts

A la suite des discussions précédentes et de la présentation des TAMD, les équipes de pays se sont réunies pour appliquer l'approche TAMD. Certains pays ont utilisé la feuille de score pour identifier les lacunes et les défis en ce qui concerne les processus de gestion des risques climatiques. D'autres ont commencé à développer le processus de la Théorie du Changement pour les activités de leur projet - les reliant aux résultats de développement.

**Récapitulatif de l’atelier et définition de la prochaine étape**

Chaque équipe a eu l'occasion d’échanger sur ce qu'il a appris tout au long de l'atelier, et ce qu'il va ramener et essayer d'appliquer dans son propre pays. Chaque pays a mis en évidence au moins un ou deux points concrets qu'il a entendu dans d'autres pays ou trouvé pertinent et applicable dans son pays. Dans la plupart des cas, ceux-ci étaient tous différents - montrant la vaste gamme d'expériences et de leçons tirées de l'expérience partagée tout au long de la semaine. Ces réflexions ont été capturées par vidéo, et seront partagés avec les participants.

En outre, les organisateurs de l'atelier ont fourni une liste d'activités de suivi qui s’appuiera sur les discussions menées au cours de l'atelier. Ceux-ci comprennent:

* Produits du savoir:
* Présentations, photos, interviews vidéo, des discussions publiées sur le site Team Works
* Etudes de cas mettant en évidence l'innovation spécifique de chaque pays
* Série d'analyse comparative portant sur quatre questions:
* Approches sensibles au genre
* Innovations sur la gestion intégrée de l’eau, de l'énergie et des cultures – basé sur les connaissances locales et l'appropriation par communautaire
* Services d'information climatique
* Mise à l'échelle des innovations à travers des processus nationaux et locaux de planification et de budgétisation
* Vidéo de l’atelier - diffusées via le site Web du PNUD et d'autres
* Continuer à explorer TAMD avec les pays et finaliser la Théorie du Changement pour les projets - Collecter les informations sur les indicateurs d’impact sur le développement
* Continuer les échanges de connaissances facilité par le PNUD (groupe d’adresse électronique, faciliter les visites d'échange entre projets nationaux, newsletter, TeamWorks)
* Partager les résultats des échanges avec la communauté internationale au COP21
* Possibilité d’événement parallèle dirigé par le Canada et les pays à projet FACC
* Publications techniques pour la diffusion
* La facilité pour l’innovation est disponible pour les pays d'Afrique sur requête (pour plus d'informations visiter: [www.unteamworks.org/innovation](http://www.unteamworks.org/innovation))
* Formation régionale et nationale sur l’évaluation des impacts M&E à déterminer sur la base des requêtes et du soutien du projet.

1. La liste des participants en fournie en Annexe II [↑](#footnote-ref-1)